

**COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ**

---

**Saisine n°2009-22**

**DECISION**

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 16 février 2009,  
par M. Gérard HAMEL, député d'Eure-et-Loir

---

*La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 16 février 2009, par M. G.H., député d'Eure-et-Loir, de dysfonctionnements des services de police et de gendarmerie concernant de multiples affaires dont aurait été victime M. M.B.Y.*

*La Commission a pris connaissance des procédures judiciaires et administratives.*

*La Commission a entendu M. M.B.Y.*

**> DECISION**

A l'appui de sa saisine, M. M.B.Y. allègue avoir été victime de dysfonctionnements répétés des services de police, de gendarmerie et de la justice depuis 1992 et en dernier lieu le 18 décembre 2008. Entendu par la Commission afin de préciser les faits susceptibles de motiver sa saisine, le réclamant a apporté des éléments complémentaires faisant état de deux placements en garde à vue dans les locaux de la gendarmerie d'Anet (28) les 11 janvier 2008 et 21 juillet 2008.

Si l'instruction diligentée a permis à la Commission d'avoir connaissance de la procédure de garde à vue du 11 janvier 2008, en revanche, le placement en garde à vue allégué du 21 juillet 2008, sur lequel le réclamant n'a pas été en mesure de donner des précisions quant à sa durée ou les conditions dans lesquelles elle se serait déroulée, n'a pu être matériellement établi.

Aux termes de l'article 4 alinéa 1<sup>er</sup> *in fine* de la loi du 6 juin 2000 « Pour être recevable, la réclamation doit être transmise à la Commission dans l'année qui suit les faits ». Il en résulte qu'en l'espèce, les seuls faits matériellement établis ne peuvent plus être légalement soumis au contrôle de la Commission. Aucune suite ne peut donc être donnée à la réclamation.

*Adopté le 14 juin 2010.*

*Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,*

*Le Président,*

*Roger BEAUVOIS*